

ANNEXE

Annexe 1. – Modèle de la demande que les citoyens non belges de l'Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales.

Je soussigné(e)

- Nom et prénoms :
- Date de naissance :
- Adresse :
- Nationalité :

sollicite par la présente, conformément à l'article 1^{er} bis, § 2, de la loi électorale communale, y inséré par la loi du 27 janvier 1999, mon inscription sur la liste des électeurs qui est dressée tous les six ans, en prévision du renouvellement ordinaire des conseils communaux, le 1^{er} août de l'année durant laquelle ce renouvellement a lieu.

Je déclare avoir connaissance :

- que si ma demande d'inscription sur la liste des électeurs est agréée (1), je suis tenu(e) de me présenter au scrutin sous peine des sanctions prévues par la loi électorale belge et visées aux articles 207 à 210 du Code électoral, lesquels sont applicables aux élections communales en vertu de l'article 62 de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 ;
- que ma demande d'inscription sur la liste des électeurs peut être refusée s'il apparaît :
 - * que je n'aurai pas atteint l'âge de dix-huit ans accomplis à la date des premières élections communales suivant la signature de la présente ;
 - * qu'à cette date, je tomberai sous l'application des articles 6 à 9bis du Code électoral du chef d'une condamnation ou d'une décision prononcée en Belgique ;
- que même dans le cas où ma demande d'inscription sur la liste des électeurs est agréée, cet agrément pourra faire l'objet d'un retrait si après son octroi,
 - * je fais l'objet d'une condamnation ou d'une décision prononcée en Belgique, entraînant dans mon chef, par application des articles 6 à 9bis du Code électoral, soit l'exclusion définitive des droits électoraux, soit la suspension, à la date des élections, de ces mêmes droits ;
 - * il apparaît que je cesse de posséder la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne ou que j'ai été rayé définitivement des registres de la population en Belgique, soit pour avoir omis de déclarer mon changement de résidence sans que ma nouvelle résidence ait été découverte, soit pour avoir transféré ma résidence à l'étranger ;
- que si ma demande d'inscription est refusée, je bénéficie de la procédure de réclamation et de recours prévue à l'article 1^{er} bis, § 3, de la loi électorale communale, y inséré par la loi du 27 janvier 1999 (2).

Fait à, le(3)

(Signature)

- Visa du service responsable du casier judiciaire communal
- Visa du service de la population (vérification de l'inscription)

Accusé de réception (4)

La demande d'inscription de M. (Mme).....(nom et prénoms) a été reçue par le

service de la population le(date).

Sceau de la commune

Signature du préposé

(1) Le collège des bourgmestre et échevins vérifie si le demandeur remplit les conditions de l'électorat et lorsque tel est le cas, il lui notifie par lettre recommandée à la poste, sa décision de l'inscrire sur la liste des électeurs. Mention de cette inscription est en outre portée dans les registres de la population.

Les conditions de l'électorat sont les suivantes : posséder la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgé de dix-huit ans accomplis, être inscrit aux registres de population de la commune auprès de laquelle la demande est introduite et ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension des droits électoraux prévus par les articles 6 à 9bis du Code électoral.

Les conditions d'âge et de non-suspension ou de non-exclusion des droits électoraux doivent être remplies au plus tard le jour de l'élection.

(2) Lorsque le demandeur ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'électorat, le collège de bourgmestre et échevins de la commune de sa résidence lui notifie par lettre recommandée à la poste, en le motivant, son refus de l'inscrire sur la liste des électeurs.

Dans ce cas, le demandeur peut, dans les dix jours de cette notification, faire valoir ses objections éventuelles par lettre recommandée à la poste adressée au collège des bourgmestre et échevins. Le collège se prononce dans les huit jours de la réception de la réclamation et sa décision est immédiatement notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Si le collège des bourgmestre et échevins maintient sa décision de refus, le demandeur peut interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel dans un délai de huit jours à compter de la notification visée à l'alinéa précédent.

L'appel est introduit par une requête remise au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci en informe aussitôt le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée.

Les parties disposent d'un délai de dix jours à dater de la remise de la requête pour déposer de nouvelles conclusions. Ce délai expiré, le procureur général envoie dans les deux jours le dossier, auquel sont jointes les nouvelles pièces ou conclusions, au greffier en chef de la Cour d'appel qui en accuse réception.

Pour le surplus, la procédure devant la Cour d'appel est réglée par les articles 28 à 39 du Code électoral.

Le dispositif de l'arrêt rendu par la Cour d'appel est notifié sans délai et par tous moyens, par les soins du ministère public, au collège des bourgmestre et échevins qui a rendu la décision dont appel et aux autres parties.

Exécution immédiate est donnée à l'arrêt au cas où celui-ci emporte reconnaissance de la qualité d'électeur dans le chef de l'appelant.

Il est statué sur le recours tant en l'absence qu'en la présence des parties. Les arrêts rendus par la Cour d'appel en cette matière sont réputés contradictoires et ne sont susceptibles d'aucun recours.

(3) Les demandes d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales peuvent être introduites à tout moment, sauf durant la période qui s'écoule entre le jour de l'établissement de cette liste (le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu) et le jour de l'élection en prévision de laquelle ladite liste est établie. Dès le lendemain du jour de l'élection, elles peuvent à nouveau être introduites.

De même, à tout moment, sauf durant la période visée à l'alinéa précédent, toute personne qui a été agréée en qualité d'électeur peut déclarer par écrit auprès de la commune où elle a établi sa résidence principale, renoncer à cette qualité.

L'agrément en qualité d'électeur reste valable aussi longtemps que l'intéressé continue à réunir les conditions de l'électorat et n'a pas renoncé à sa qualité d'électeur, quelle que soit la commune de sa résidence en Belgique.

Si après avoir été agréé en qualité d'électeur, le citoyen non belge de l'Union européenne a déclaré par écrit auprès de la commune de sa résidence principale, renoncer à cette qualité, il ne peut réintroduire une nouvelle demande d'agrément comme électeur qu'après les élections communales en prévision desquelles il avait été inscrit en ladite qualité.

(4) L'accusé de réception de la demande est détaché par le préposé de l'administration communale et est remis au demandeur après avoir été dûment daté et signé et estampillé du sceau de la commune.

BIJLAGE

Bijlage 1.- Model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die hun hoofdverblijfplaats in België hebben gevestigd, moeten indienen bij de gemeente van die hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Ik, ondergetekende,

- naam en voornamen:
- geboortedatum:
- adres:
- nationaliteit :

vraag hierbij, overeenkomstig artikel 1bis, § 2, van de gemeentekieswet, daarin ingevoegd bij de wet van 27 januari 1999, mijn inschrijving op de kiezerslijst die om de zes jaar opgesteld wordt, voor de gewone vernieuwing van de gemeenteraden, op 1 augustus van het jaar waarin deze vernieuwing plaatsvindt.

Ik verklaar te weten:

- dat ik, indien mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst erkend wordt (1), mij voor de stemming moet aanmelden, op straffe van de sancties waarin de Belgische kieswet voorziet en die bedoeld worden in de artikelen 207 tot 210 van het Kieswetboek, en die van toepassing zijn op de gemeenteraadsverkiezingen krachtens artikel 62 van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932;
- dat mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst geweigerd kan worden als blijkt:
 - dat ik de volle leeftijd van achttien jaar niet bereikt heb op de datum van de eerste gemeenteraadsverkiezingen die volgen op de ondertekening van deze aanvraag;
 - dat ik, op die datum, onder de toepassing van de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek zou vallen omwille van een veroordeling of een beslissing die in België uitgesproken is;
- dat zelfs ingeval mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst erkend wordt, die erkenning ingetrokken kan worden als na de toekenning ervan,
 - ik een veroordeling oloop of het voorwerp word van een beslissing die in België uitgesproken wordt, en die voor mij, krachtens de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek, leidt tot ofwel de definitieve uitsluiting van de kiesrechten, ofwel de schorsing, op de dag van de verkiezingen, van diezelfde rechten;
 - blijkt dat ik niet langer de nationaliteit van een Lid -Staat van de Europese Unie bezit, of ik definitief uit de bevolkingsregisters geschrapt ben in België, hetzij omdat ik nagelaten heb mijn verandering van verblijfplaats aan te geven zonder dat mijn nieuwe verblijfplaats ontdekt werd, hetzij omdat ik mijn verblijfplaats naar het buitenland overgebracht heb;
- dat ik, als mijn aanvraag tot inschrijving geweigerd wordt, gebruik kan maken van de bezwaarschrift - en beroepsprocedure waarin voorzien wordt in artikel 1bis, § 3, van de gemeentekieswet, daarin ingevoegd bij de wet van 27 januari 1999 (2).

Gedaan te op (3)

(Handtekening)

- visum van de dienst die verantwoordelijk is voor het gemeentelijk strafregister
- visum van de dienst bevolking (controle van de inschrijving)

Ontvangstbewijs (4)

De aanvraag tot inschrijving van de heer (mevrouw) (naam en voornamen) werd door de dienst bevolking in ontvangst genomen op (datum).

Gemeentestempel

Handtekening van de beambte

Eindnoten (aan te brengen op de achterzijde of als bijlage van het aanvraagformulier)

(1) Het college van burgemeester en schepenen gaat na of de aanvrager de kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervult en wanneer dat het geval is, betekent het per bij de post aangetekende brief, zijn beslissing om hem in te schrijven op de kiezerslijst. Deze inschrijving wordt tevens vermeld in de bevolkingsregisters.

De kiesbevoegdheidsvoorwaarden zijn de volgende : de nationaliteit van een Lid -Staat van de Europese Unie bezitten, de volle leeftijd van achttien jaar bereikt hebben, ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van de gemeente waarbij de aanvraag ingediend is, en zich niet in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing van de kiesrechten bevinden waarin voorzien wordt door de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek.

Aan de voorwaarden inzake leeftijd en niet-schorsing of niet-uitsluiting van de kiesrechten moet ten laatste op de dag van de verkiezing voldaan zijn.

(2) Wanneer de aanvrager één van de kiesbevoegdheidsvoorwaarden niet vervult, betekent het college van burgemeester en schepenen van de gemeente van verblijfplaats hem, per bij de post aangetekende brief, de gemotiveerde weigering hem in te schrijven op de kiezerslijst.

In dat geval kan de aanvrager binnen tien dagen na die betekening, zijn eventuele bezwaren per bij de post aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en schepenen, meedelen. Het college doet binnen acht dagen na de ontvangst van het bezwaarschrift uitspraak, en zijn beslissing wordt onmiddellijk per bij de post aangetekende brief meegedeeld aan de betrokkene.

Als het college van burgemeester en schepenen bij zijn beslissing tot weigering blijft, kan de aanvrager beroep aantekenen tegen deze beslissing voor het Hof van Beroep, binnen een termijn van acht dagen na de in het vorige lid bedoelde betekening.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat bezorgd wordt aan de procureur-generaal van het Hof van Beroep. Hij brengt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente daarvan zo snel mogelijk op de hoogte.

De partijen beschikken over een termijn van tien dagen vanaf de indiening van het verzoekschrift, om nieuwe conclusies in te dienen. Van zodra die termijn verstreken is, stuurt de procureur-generaal het dossier met de nieuwe stukken of conclusies, binnen twee dagen naar de hoofdgriffier van het Hof van Beroep, die daarvan ontvangst bericht.

Voor het overige wordt de procedure voor het Hof van Beroep geregeld door de artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek.

Het dispositief van het arrest dat gewezen wordt door het Hof van Beroep, wordt onverwijld en met alle middelen, door het openbaar ministerie betekend aan het college van burgemeester en schepenen dat de beslissing genomen heeft waartegen het beroep ingesteld is, en aan de andere partijen.

Het arrest wordt onmiddellijk uitgevoerd ingeval het leidt tot de erkenning van de hoedanigheid van kiezer voor de eiser.

Er wordt uitspraak gedaan over het beroep, zowel bij afwezigheid als bij aanwezigheid van de partijen. De arresten die door het Hof van Beroep gewezen worden in die aangelegenheid, zijn geacht op tegenspraak te zijn gewezen, en er kan geen enkel beroep tegen ingesteld worden.

(3) De aanvragen tot inschrijving op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, kunnen op elk moment ingediend worden, behalve tijdens de periode tussen de opstelling van die lijst (1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsvindt) en de dag van de verkiezing waarvoor de lijst opgesteld is. Vanaf de dag na de verkiezingen mogen er opnieuw aanvragen ingediend worden.

Op gelijkaardige manier kan iedere persoon die erkend is als kiezer, op elk moment behalve tijdens de in het vorige lid bedoelde periode, schriftelijk bij de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft, verklaren dat hij afziet van die hoedanigheid.

De erkenning als kiezer blijft geldig zolang de betrokkene blijft voldoen aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden en hij niet afgezien heeft van zijn hoedanigheid van kiezer, ongeacht de gemeente van zijn verblijfplaats in België.

Als de niet-Belgische burger van de Europese Unie, na erkend te zijn als kiezer, bij de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats schriftelijk verklaard heeft dat hij afziet van die hoedanigheid, kan hij pas na de gemeenteraadsverkiezingen waarvoor hij in die hoedanigheid ingeschreven was, een nieuwe aanvraag tot erkenning als kiezer indienen.

(4) Het ontvangstbewijs van de aanvraag wordt losgemaakt door de beambte van het gemeentebestuur en bezorgd aan de aanvrager, nadat het naar behoren gedagtekend en ondertekend is, en afgestempeld is met het zegel van de gemeente.